



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2022-0280 du

12 OCT. 2022

**Arrêté préfectoral transférant l'autorisation d'exploiter accordée à la société LAFARGE
GRANULATS FRANCE au profit de la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU pour la carrière
et ses installations annexes situées sur le territoire de la commune de La Flèche au lieu-dit « La
Louverie »**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment ses articles R.181-47 R. 516-1 ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du préfet de région portant approbation du schéma régional des carrières des Pays de la Loire en date du 6 janvier 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00.5343 du 19 décembre 2000 autorisant la société CARRIÈRES DU MAINE ET DE LA LOIRE à exploiter une carrière et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-4146 du 25 juillet 2006 autorisant la société CARRIÈRES DU MAINE ET DE LA LOIRE à prélever de l'eau souterraine par la réalisation d'un forage ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-6381 du 21 décembre 2007 autorisant le changement d'exploitant des installations susvisées au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014350-0004 du 19 janvier 2015 autorisant le changement d'exploitant des installations susvisées au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

VU les courriers préfectoraux actant les mises à jour de l'établissement en date des 27 mars 2015 et 19 septembre 2016 ;

VU la demande de transfert d'autorisation environnementale portée à la connaissance du préfet le 28 avril 2022 par la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU, dont le siège social est situé 54 avenue de l'Atlantique à LAVAL (53000) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT que la demande, qui consiste au transfert d'autorisation environnementale au profit de la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles R.181-46 et L.181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce transfert requiert une autorisation préfectorale pour le changement d'exploitant et la constitution de garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande de transfert d'autorisation environnementale au profit de la société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU est instruite dans les formes prévues par l'article R.516-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 6 septembre 2022 et courriel en date du 10 octobre 2022 et que celui-ci a indiqué ne pas avoir d'observations par courriels en date du 13 septembre 2022 et du 10 octobre 2022 ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La société PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU, dont le siège social est situé 54 Avenue de l'Atlantique à Laval (53000), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche en remplacement du précédent exploitant.

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EXPLOITATION

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par les arrêtés préfectoraux susvisés du 19 décembre 2000, du 25 juillet 2006, du 21 décembre 2007 et du 19 janvier 2015.

ARTICLE 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le point 5 de l'annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales.

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est fixé à 153 316 euros, avec pour référence l'indice TP01 de janvier 2022 égal à 783,5 (valeur corrigée Base 2010), pour la période quinquennale 2020 – 2025. »

ARTICLE 4 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Dans les quinze jours suivants la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi conformément à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de La Flèche et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de La Flèche pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : POUR EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de La Flèche, le maire de La Flèche, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF

